LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

COURRIER DE ROANNE

HEBDOMADAIRE, POLITIQUE, INDÉPENDANT

BONNEMENTS : Un an, 40 fr. ; -- Six mois, 5 fr. 50 c.
INSERTIONS : Réclames, la ligne 25 c. ; -- Annonces, la ligne, 15 c.

RÉDACTEUR EN CHEF : E. CRITOT

Les annonces judiciaires et légales seront dorénavant insérées dans n'importe quel journal du département, au choix des intéressés, en se conformant aux prescriptions de la loi.

BUREAUX : Impasse de la Sous-Préfecture, ouverts de 9 à 11 heures du matin, et de 3 à 5 heures du soir.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, s'adresser au rédacteur en chef. Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

L'état et les communes doivent être obligées de donner aux établissements d'instruction publique le degré de perfection dont ils sont susceptibles eu égard aux besoins et aux ressources du pays.

L'INSTRUCTION PRIMAIRE DOIT ÊTRE OBLIGATOIRE.

Tout citoyen doit être tenu de veiller à ce que ses enfants ou pupilles fréquentent les écoles publiques primaires, ou de pourvoir à ce qu'ils reçoivent une instruction au moins égale à celle qui se donne dans ces établissements.

Le plus grand bien que les autorités puissent faire au peuple, et le meilleur service qu'elles lui puissent rendre, c'est de lui faire donner une bonne éducation. L'éducation, c'est à dire le développement harmonique de nos facultés intellectuelles et morales, est indispensable dans une république, où chaque citoyen est appelé à prendre une part active aux affaires du pays ; voilà pourquoi la loi rend obligatoire la fréquentation des écoles primaires. A quoi nous sert-il en effet, que la constitution nous garantis des droits civils et politiques précieux, si notre ignorance nous rend incapables de les exercer, de les conserver, de les défendre, et par conséquent indignes de les posséder ?

Une bonne éducation est pour le pauvre un véritable bienfait de beaucoup préférable à l'assistance, qui ne fait le plus souvent que maintenir de père en fils des familles dans la pauvreté. Combien de personnes pourraient vivre honnêtement du fruit de leur travail, si l'autorité avait consacré à leur instruction, une partie seulement des secours qu'elle a donnés pour adoucir un peu leur misère.

BULLETIN

L'Angleterre a parlé, et malgré toute l'attention que j'ai mise à lire le discours de la reine et celui du premier ministre il m'a été impossible d'y découvrir la moindre trace de sympathie pour la France ; à peine quelques plaintes subitement étouffées. Bonaparte, lui, prend ses coudées franches et envoie sans coup férir une lettre de condoléance au peuple français. Moi seul, dit-il, suis capable d'ouvrir vos cœurs à l'espérance et vos églises profanées avec vos prières. On joue encore la comédie à Willemshöhe ! Mais voici bien du drame : Dimanche dernier nos réactionnaires firent imprimer dans leur gazette ces mots sonores. Debout honnêtes gens le

peuple est armé ! Et aussitôt honnêtes gens de déguerpir. Les plus braves se réfugièrent dans leur cercle, périèrent un instant sur leur honnêteté, finalement se mettent à jouer au loto un revolver dans leur double et un fauteuil dans leur cave. Le soir ils rentrèrent dormir comme dit le grand Bossuet le sommeil du juste. Ces messieurs oublièrent dans leur trouble le premier axiome de la prudence ; la peur des uns fait la force des autres.

Le Times félicite la France sur ses élections, elles sont dit-il l'expression fidèle des sentiments du pays, il n'y a eu d'autre pression que celle inhérente à la situation. Le Times se moque de nous.

Enfin l'assemblée délibère, que va-t-il en sortir ? Aurons nous la paix ? Aurons nous la guerre ? En attendant, l'hier pérorer, à la gauche. Gambetta se préparait à la lutte, Jules Favre pâlit, Simon saigne du nez, Trochu fait sa prière Le ventre va à ses affaires. A la droite De Meaux pense égalier Montalambert, De Sugny bâille, Boullier rêve au tocsin, Nonotte et Patouiller conspirent contre la République....

Le peuple veille !!!

Victor ROGER.

DE LA RÉPUBLIQUE

(Suite).

II

Maintenant, sans craindre de nous répéter, nous retoucherons au grave sujet que nous avons rapidement esquissé, comme le comporte un article de journal.

Sous la République, la France ressemblé à une immense commune administrée par un maire portant le nom de président. Choisi parmi les hommes dans la force de l'âge, parmi les plus intelligents, les plus honorables, ce président est élu pour quatre, cinq ou six ans, sans être rééligible, au moins immédiatement. A l'expiration de son mandat il rentre, modestement, comme le maire d'une ville, au sein du peuple d'où il est sorti. Alors il n'est plus qu'un simple citoyen, heureux des bienfaits qu'il aura

procure à son pays, ou condamné à souffrir des résultats de sa mauvaise administration et du mépris de la nation. Responsable de ses actes, s'il est mis en accusation et destitué le vice-président le remplace aussitôt, pour qu'il n'y ait pas de lacune dans la gestion des affaires publiques.

Sous la monarchie, la France est gouvernée par un chef suprême de l'état, empereur ou roi héréditaire. Quoi qu'il fasse, sa personne est inviolable et sacrée dans les chartes constitutionnelles ; dans la constitution impériale, la responsabilité est complètement illusoire en dehors des révolutions, illusoire jusqu'à la bouffonnerie.

A sa mort le monarque est remplacé par son fils, petit-fils ou un collatéral quelconque. Alors on peut rencontrer un enfant de cinq ans comme Louis XIV ; enfant qui devient ensuite un vieillard de soixante et dix-sept ans, ridicule et inamusable suivant les paroles mêmes de madame de Maintenon. On peut rencontrer un méchant idiot comme Charles IX, faisant feu, à la Saint-Barthélemy, sur ses sujets, des fenêtres du Louvre ; enfin un égoïste, un incestueux, un ignoble corrompu comme Louis XV avec son Parc aux cerfs. Ces hommes, portant sceptre et couronne, gouvernent au milieu du faste, du sang et de la corruption sans aucune responsabilité. Ils transmettent leur pouvoir sur la nation, souvent augmenté et embelli ; et le peuple passe d'une main à l'autre semblable à une propriété, à un troupeau.

Les temps ont changé sans doute, et avec les temps, les mœurs et les lois fondamentales de l'état ; mais le principe d'irresponsabilité reste le même. Ce que nos ancêtres ont vu peut se revoir ; bien mieux, nous demandons à nos contemporains : le règne qui a fini par la catastrophe de Sedan quel a-t-il été ? Quel moyen d'empêcher ?

Tout bon que puisse être, par grâce de complexion, le caractère d'un couronné, la tradition royale domine son esprit. Elle fait de lui un être à part, qui veut avoir une vie propre, une vie suivant sa nature. S'il ne se rencontre, à l'intérieur, aucun obstacle

sur la route, le train des affaires publiques n'est pas troublé, et un règne peut s'écouler sans catastrophe. Mais s'il se trouve des partis, agitant dans leur sein des idées nouvelles, religieuses, politiques ou sociales ; des idées ridant seulement la surface de la mer profonde du passé, alors apparaît aussitôt un trouble sérieux. Le pouvoir royal n'est pas fait pour le mouvement ; il se sent pris de frayeur et ne sait organiser que la résistance. Son œuvre de résistance, il la commence par la corruption, sous toutes les formes ; et, s'appuyant sur la corruption, il termine par la compression, impuissante à durer toujours. Si les partis sont anti-dynastiques la chose est mise au pire, et les tragédies sanglantes s'en mêlent pour aboutir à la révolution. Compression et révolution, voilà deux termes qui s'appellent constamment.

Ma volonté est immuable, disait Charles X en 1830. Le vieux monarque a prononcé le mot de la fatalité qui pèse sur l'être royal, sur la royauté ; c'est la fatalité de l'immuable assise sur le trône. Louis XVI a juré la constitution ; cependant il met tout en œuvre pour l'annuler, l'anéantir jusqu'à appeler l'étranger en France. Très bon, fort honnête dans la vie privée, il devient un roi menteur et traître, et meurt sur l'échafaud. Si les conventionnels, moins passionnés moins fanatiques, eussent en philosophes compris cette fatalité ; si même les défenseurs de Louis XVI eussent osé soutenir cette thèse philosophique, peut-être le malheureux roi, échappant à l'échafaud, serait parti pour l'exil sans laisser à la France le remords d'un sang versé inutilement. Napoléon I^{er} qui, suivant le poète, foule aux pieds les peuples et les rois, s'en va mourir sur le rocher de Ste-Hélène, au milieu de l'Océan. Charles X meurt en Autriche et Louis Philippe en Angleterre. Napoléon trois... règne à Willemshöhe, palais bâti avec le prix des soldats vendus, par l'Allemagne, aux Anglais dans leur guerre contre l'Amérique. Si un monarque montait encore sur le trône de France, où irait-il mourir ?...

PETIT TABLEAU

DES DIVERS GOUVERNEMENTS QUI SE DISPUMENT NOTRE PRÉFÉRENCE

Henri V

C'est un prince qui n'a jamais tué ni volé, chose rare dans les familles royales. Il est vrai qu'il n'a jamais régné.

Personne ne le connaît. Depuis 40 ans il vit à l'étranger, au milieu de gens dont les idées sont complètement opposées à celles de la France actuelle.

On dit que c'est un homme de peu d'intelligence, d'un caractère insignifiant, élevé dans une dévotion outrée, étranger à nos mœurs, aussi incapable de gouverner que le premier ignorant venu. Ce serait un mannequin entre les mains des nobles et des prêtres.

Du reste, il a peu de partisans. En dehors du clergé et de la noblesse, il n'a guère pour lui que la domesticité des châteaux et le personnel des couvents.

Les nobles et les prêtres ont en horreur la grande révolution de 89. Savez-vous pourquoi ? C'est parce qu'elle a aboli les dîmes, les tailles et les redevances dont ils profitaient. C'est parce qu'elle a proclamé que tous les honnêtes gens sont égaux. C'est parce qu'elle a fait de l'ouvrier et du paysan l'égal du prêtre et du noble, en lui donnant le droit de parvenir à tous les emplois. C'est parce qu'elle a appris aux Français qu'un roturier laborieux vaut mieux qu'un noble fainéant et inutile. Ils rêvent le rétablissement de tous les privilèges de la noblesse et du clergé, et ils ont la haine et le mépris du peuple qu'ils voudraient abrutir par l'ignorance.

Ils disent que la révolution ne guillotinerait que de bons citoyens. Le fait est qu'elle condamnait à mort les émigrés qui combattaient contre la France avec les Prussiens, ainsi que ceux qui, à l'intérieur, conspiraient avec eux. Elle confisquait aussi leurs biens, parce qu'au lieu de rester en France à combattre les ennemis et d'aider la patrie de leurs deniers, ils s'étaient sauvés à l'étranger pour compléter comme le font encore aujourd'hui les gros bonapartistes.

Il est vrai cependant qu'il y a eu dans ce temps-là des erreurs cruelles, et que les classes privilégiées ont été malheureuses pendant quatre ou cinq ans. Mais ces classes privilégiées avaient torturé le peuple pendant plus de mille ans ; et le peuple, dans sa revanche, n'a pas toujours su garder la justice et la modération désirables.

Par compensation, les nobles ont reçu un milliard d'indemnité en 1815, lorsque le grand-père et le grand-oncle d'Henri V sont rentrés en France. Sans doute, ils voudraient bien encore une fois un semblable dédommagement.

Voilà pour Henri V !

Les enfants de Louis-Philippe

Ils n'ont jamais subi de jugements, excepté un, le duc de Montpensier, pour avoir provoqué et tué son cousin en duel.

Leur grand-père, Philippe, surnommé Egalité, était un mauvais sujet, un homme corrompu et ambitieux qui vota la mort de son cousin Louis XVI pour se faire bien voir des révolutionnaires et trouver le moyen de prendre sa place. Cette conduite aussi lâche que cruelle ne lui servit à rien, on s'aperçut de ses menées et il paya de sa tête, sur l'échafaud, ses intrigues et la trahison qu'il organisait.

Leur père, Louis Philippe I^{er}, n'aimait pas le sang, il est vrai, mais il a constamment et sournoisement conspiré contre ses parents Louis XVIII et Charles X, et finalement il parvint à prendre leur place en 1830.

Devenu roi, au lieu de songer à la prospérité et à la grandeur de la France, il ne s'occupa que de faire doter richement ses nombreux enfants et d'accumuler pour lui-même le plus de richesses possibles en prévision d'un revers de fortune. Pendant ce temps, il laissait humilier et insulter la France par l'Angleterre.

S'habituant peu à peu au despotisme, il chercha à retirer au peuple les libertés qu'il lui avait accordées en 1830. Le peuple, outré de son ingratitude, le renversa en 1848.

Ses fils sont comme leur cousin Henri V, étrangers à la France, égoïstes et vaniteux.

La famille est très nombreuse et aime l'argent ; elle nous coûterait fort cher à entretenir et à marier. Car il ne faut pas oublier qu'un roi aime sa famille qu'il faut nourrir, payer et doter quand il prend fantaisie à l'un de ses membres de se marier.

Cette famille d'Orléans compte actuellement trois prétendants, le duc d'Anjou qui, sous prétexte de servir la République, ne serait pas fâché de recommencer à son profit un coup d'Etat comme Bonaparte ; le comte de Paris qui prétend hériter de son grand-père Louis-Philippe, et enfin le prince de Joinville, qui dernièrement venait secrètement conspirer au Mans, cherchant à semer la discorde dans l'armée de Chanzy ; circonstance à laquelle nous devons peut-être notre défaite du Mans. Tous trois ne conviennent que les honneurs du trône et les millions de la liste civile.

Intrigues, gaspillage d'argent, guerre civile voilà ce que nous donnerait le règne des Orléans.

C'est le régime favori de la grosse bourgeoisie, des capitalistes et des jours de bourse.

Napoléon Père ou Fils

Innombrables deuil ! Incalculables ruines !

Les Napoléons doivent être considérés comme des fléaux de l'humanité, ainsi que la peste et le choléra. Pour deux Bonapartes qui ont régné, nous avons subi trois invasions : 1814, 1815 et 1870 !

La dernière est la plus terrible et la plus impitoyable.

Bonaparte avait volé le pouvoir et mitraillé le peuple au 2 décembre. Pour faire taire les honnêtes gens qui criaient à la trahison, il en fit arrêter 150,000 et condamner 30,000 à l'exil, à la prison, à la déportation, à la mort. Puis il se fit décerner par le peuple des campagnes abusé un brevet de sauvegarde de la société.

Cependant, disent encore aujourd'hui beaucoup de gens, nous étions heureux sous son règne, tout allait bien, le commerce, l'industrie, l'agriculture. — Il faut rendre à chacun ce qui lui appartient. Bonaparte eut la chance d'arriver au pouvoir juste au moment où les chemins de fer se développaient ; ce n'est pas lui qui les a inventés, mais il comprit leur importance, il les favorisa, sûr qu'il était que le peuple naïf lui en attribuerait les résultats. C'est ce qui arriva.

Pendant ce temps il s'enrichissait avec ses ministres et ses compères ; les revenus publics étaient pillés ; les dépenses et les dettes augmentaient et le pays allait à la ruine. Le vol était au haut lieu à l'ordre du jour ; les fonds provenant de l'exonération militaire disparaissaient et personne ne pouvait rien comprendre aux comptes des ministres. L'empereur achetait des biens immenses à l'étranger avec l'argent qu'il nous avait volé. Il possédait aujourd'hui 200 millions de fortune, et l'on sait qu'il n'a fait le coup d'Etat que pour ne pas aller à la prison pour dettes.

Quelle folie l'a poussé à déclarer la guerre à la Prusse avec des forces insuffisantes ? Il l'a dit, il comptait sur le hasard d'une victoire. Ajoutons qu'il espérait noyer ses vœux ; qui devenaient par trop évidents, dans les frais de la guerre.

Et dire qu'il y a encore des hommes qui parlent de nous ramener ce monstre-là ! D'autres moins effrontés nous proposent son fils.

Son fils n'est qu'un enfant chétif et maladif, victime sans doute des débauches de son père. Son retour ne changerait rien au système tombé à Sedan ; car tous les pillards qui accompagnaient le père reviendraient vite à la curée.

Les bonapartistes sont bien morts.

La République

Les peuples qui, de l'aven de tout le monde, sont les plus libres et les plus heureux, ont ce gouvernement-là ; par exemple, les Etats-Unis en Amérique, la Suisse en Europe. C'est aussi le gouvernement le plus économique, celui qui coûte le moins cher, et pour les deux raisons que voici :

D'abord il n'y a pas de monarchie à payer 25 ou 30 millions par an ; il n'y a pas de cour et par conséquent pas de courtisans, c'est-à-dire une bande de grands valets luppés qu'on appelle chambellans, grands écuyers, grands veneurs, dames d'honneur, etc., etc.

En outre, les hommes qui composent ce gouvernement-là, sont tout simplement des employés du peuple, des chargés d'affaires, choisis pour un petit nombre d'années. On leur donne une juste rémunération, suffisante pour tenir convenablement leur rang, mais insuffisante pour leur permettre de corrompre leur entourage. Du reste, au devant rester que peu de temps au pouvoir, ils n'ont pas besoin de payer une légion de fonctionnaires pour servir ; vive l'empereur ou vive le roi.

En fond, qu'est-ce que le gouvernement républicain ? C'est le gouvernement de tout le monde par l'entremise des représentants. Le peuple choisit ses représentants, et ceux-ci ont tout intérêt à bien remplir leurs fonctions, car ils ont toujours des concurrents qui sont tous disposés à faire remarquer leurs fautes aux électeurs. Une surveillance continuelle est donc exercée sur les actes et les paroles des représentants du peuple.

Quand à ces représentants, ils choisissent les membres du gouvernement et se chargent eux-même de surveiller leur administration.

Sous un tel gouvernement, le gaspillage des revenus publics est impossible ; les représentants contrôlent tout, et comme il y en a parmi eux de toutes les opinions, il n'y a pas à craindre qu'ils s'entendent pour tromper le peuple.

Il y a en outre une chose qui est impossible sous un gouvernement républicain sans le consentement du peuple : c'est ce terrible et abominable fléau qu'on appelle la guerre.

Ce ne sont pas les peuples qui se font la guerre, ce sont les rois qui, pour un caprice, pour une rancune personnelle, pour un rêve d'ambition ou de gloire, font massacrer des centaines de mille hommes. Les peuples n'ont point de ces ambitions-là ; ils ne demandent qu'à vivre en paix et accroître leurs richesses et leur prospérité par le développement du commerce.

En un mot, la République déteste la violence et la guerre ; elle est la paix, l'ordre et la liberté.

(Démocratie de l'Ouest.)

En lisant l'histoire on trouve toujours, pour cause des chutes royales, la volonté immuable, la fatalité de la royauté. La monarchie ne peut vivre, tranquille à l'intérieur, qu'au sein d'une nation sans idéal comme nous en voyons autour de nous; ou bien encore dans une société inerte, caduque comme celle de la Chine. La grande révolution de 89 a marqué, au front, le peuple Français d'un sceau dont rien ne pourra effacer la trace. Elle a écrit : *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. C'est à la réalisation de cet Evangile politique et social que la France travaille, suant le sang et l'eau pour le bonheur du genre humain. Certains hommes peuvent rire de cette idéologie; mais nous répondrons ce que dit quelque part Michelet : Napoléon premier, le plus grand adversaire des idéologues est tombé du trône faute d'une idée. Ceci se concilie parfaitement avec la fatalité dont nous parlons, et corrobore même notre opinion.

Sous la République si la volonté d'un président, privé de tradition, est néanmoins immuable par le caractère de l'homme, il n'en est pas de même de ses fonctions qui sont temporaires. Le parti vaincu aux élections présidentielles se résigne facilement. Il sait qu'il a le droit et le pouvoir de faire de la propagande en faveur de ses opinions; il nourrit l'espérance de les voir triompher un jour, sans lutte à main armée, sans révolution.

Lorsque le président Lincoln fut assassiné aux Etats-Unis, le vice-président prit immédiatement sa place. Au bout de quelque temps il ne marcha plus d'accord avec le congrès, avec la majorité de la nation. Quelques voix s'élevèrent pour demander sa mise en accusation. A quoi sert, fut-il répondu par le congrès? Réprimons ses tendances erronées, au moyen de nos prérogatives constitutionnelles et attendons patiemment l'expiration de son mandat. Ces paroles de sagesse furent écoutées; les élections présidentielles se firent à l'époque prescrite par la constitution; le général Grant fut nommé et Johnston rentra dans la vie privée et l'oubli. Là où la volonté immuable d'un monarque eût amené une révolution, la volonté immuable d'un président ne fut pas la cause du moindre trouble.

Voilà le premier bienfait, le plus évident, le plus éclatant du gouvernement républicain. Ce bienfait est purement politique. Mais il en est un second, d'un autre ordre et d'une immense étendue. La stabilité dans le mouvement, caractère de force et de grandeur, permet à ce gouvernement de laisser les réformes sociales s'essayer à leur aise. Tranquille sur son existence aux Etats-Unis, chargé principalement de maintenir l'ordre et de faire régner la justice, il ne se mêle point, en dehors du cercle de la politique, de ce qui se fait, s'organise, se transforme. Au milieu de la fourmilière de sectes et de sociétés qui s'agitent en ce pays, il n'a poursuivi que les Mormons. Il a chassé cette secte parce qu'elle viole l'unité, la sainteté du mariage, fondement de toute société civilisée. Allez au désert comme les bêtes, a-t-il dit aux Mormons, puisque vous voulez vivre à peu près comme les bêtes; et, cela, en attendant qu'il vous plaise de venir à résipiscence.

La monarchie n'a pas de base assez solide en France, les reins assez forts pour se conduire ainsi; pour se conduire comme une république régulièrement constituée. Elle a peur de tout, comprime tout et tombe au bout de quelques années. Nous avons dit : une République régulièrement constituée, et nous devons toujours nous exprimer ainsi. Cette forme de gouvernement, nouvelle pour la France, se pose en face d'une vieille et puissante tradition monarchique. C'est là son grand obstacle: et son malheur c'est, fatalement, de ne pouvoir naître qu'à la suite d'une révolution. Alors le trouble des habitudes, les espérances déçues, les intérêts froissés, la crainte de l'inconnu font prendre en horreur un gouvernement basé cependant sur le droit éternel, sacré, des générations successives, mais dont on ne voit que le laborieux enfantement.

A continuer.

BRISON.

Vendredi dernier, 3 février, H. Rochefort a lancé dans Paris le premier numéro de son nouveau journal, *Le Mot-d'Ordre*. Nous en détachons cet article du vaillant publiciste:

LA RÉPUBLIQUE ARMÉE.

C'est en vain que nous pousserons des clameurs, que nous verserons des larmes ou que nous prendrons des attitudes, la vérité toute crue est que nous allons débiter sous le canon prussien.

Je suppose que, mis hors de lui par les conditions, peut-être atroces, que va imposer le vainqueur, un de ceux que le prochain vote va envoyer à Bordeaux s'écrie, du haut de la tribune:

« Je refuse d'avaler cette honte, c'est-à-dire de signer cette paix. »

— « Nous connaissons vos effets d'éloquence à vous autres républicains, répondront les orléanistes qui nous guettent. Il est facile de se construire une popularité, en repoussant avec des gestes superbes les exigences de la Prusse. Mais, quand vous avez accepté un laisser-passer pour aller siéger à Bordeaux, vous saviez très-bien quel genre de besogne vous étiez appelé à y faire. Vous aurez beau vous livrer, devant l'Assemblée, aux culbutes les plus patriotiques, l'ennemi, vous ne l'ignorez pas, occupe nos forts; il peut, en une tournée de ses canons Krupp, écraser dans Paris jusqu'à la dernière échoppe et jusqu'au dernier enfant à la mamelle. Faites-nous donc grâce de vos comédies de résistance ou de vos feints désespoirs. Pas tant d'embarras, et signez. »

C'est donc la corde au cou, comme les bourgeois de Calais, que les hommes qui ont le plus aimé la France et le plus maudit cette guerre commencée par des escrocs et terminée par des imbéciles, vont aller eux-mêmes toucher chez le vainqueur le récompense de l'avilissement de la patrie et peut-être de son démembrement final.

Or, que mes confrères en République ne s'y trompent pas: tous ceux d'entre nous qui auront contresigné de leurs noms les horreurs qui se cuisinent actuellement dans les alambics prussiens doivent renoncer pour jamais à tout avenir politique. Honnis, conspués, maudits plus tard par le peuple, qui est injuste et qui accuse toujours quelqu'un de ses désastres et jamais lui-même: moqués, raliés, vilipendés par les royalistes de toute forme et des rétrogrades de tout ordre, qui, après nous avoir mis en avant, passeront le restant de leurs jours à s'écrier: « Ils sont propres, vos républicains: voilà les traités de paix qu'ils acceptent! »

Nous ne pouvons espérer, comme récompense du plus effroyable des sacrifices, autre chose que la réprobation universelle. Nous avons protesté contre la guerre, et nous l'avons eue. Nous ne voulons pas de la paix, et nous la signerons.

Dans ces conditions, sûrs de sortir meurtris, bossués, déshonorés au moral, et peut-être au physique, des humiliations ténébreuses qu'on nous prépare, pourquoi les républicains, d'abord égarés par l'empire, puis soigneusement évincés par le gouvernement de la défense nationale, doivent-ils, je ne dis pas accepter mais solliciter le mandat d'aller se faire crucifier sur ce calvaire et d'apporter eux-mêmes les clous qu'on doit leur enfoncer dans les pieds?

Pourquoi? Parce qu'il ne s'agit plus de Paris qui est pris, mais bien de la République qui est en péril. Parce que la province est, depuis le 4 septembre au soir, formidablement travaillée par toute l'écume et tous les écumeurs en qui vivait l'espérance d'être mis dans leurs meubles par l'Empire comme M. Jérôme David. Parce que tous les francs-filous ont peur de la République, les uns parce qu'elle est armée, les autres parce qu'elle est honnête et qu'ils ont un intérêt capital à rétablir la gendarmerie et la cassette particulière dans la personne d'un roi, leur complice.

Tout le monde le sait, et tout le monde fait semblant de l'ignorer, les crânes orléanistes relèvent leurs fronts d'ivoire. Si nous laissons les restaurateurs à trente-deux sous, les monarchies à trente-deux millions, parler seuls dans une assemblée, le soleil n'aurait pas fourni trois fois son honorable carrière, qu'il nous aurait prouvé que rien n'est profitable à un peuple écrasé comme d'installer sur le trône le proche parent d'un écraeur, et que si le Comte de Paris, propre neveu du duc de Mecklembourg, reprenait la suite de nos affaires, les obus prussiens se charieraient en sacs de chez Boissier, que les bombes ennemies contrediraient des nouvelles de nos familles, et qu'au lieu de nous enlever des départements, on nous en remettrait.

Puisque, parmi les Français qui ont bu le poison monarchique, il s'en trouve pour en redemander, puis qu'après les expériences faites, de faux saifs ne semblent pas absolument convaincus que le meilleur des rois est au-dessous du dernier des monstres, il faut bien que les citoyens désintéressés se laissent traîner à toutes les gémonies, à la condition de pouvoir dire à leur patrie, du haut de la tribune aux harangues:

« Tu as vu les cadavres de tes soldats débordant des fossés, tes maisons se sont effondrées, tes fiancées sont devenues folles, tes maréchaux ont trahi, tes souverains qui ont rendu leurs épées, à seule fin de ne pas être reconduits par leurs soldats à grands coups de pied dans le derrière jusqu'aux marches du trône, et tu ne te considères pas comme suffisamment éclairée? Apprends donc ceci, France malheureuse, mais encore féodale:

« Tout prétendant à un trône quelconque est un scorpion que tu as le droit de saisir par la partie la moins venimeuse du corps et de jeter par la fenêtre. Les rois nous ont décidément tué assez d'hommes. Les ménagements dont on use avec eux sont en train de devenir des crimes. Un soldat passe à l'ennemi. Quand on le reprend, on le fusille. Un roi est un espèce de phénomène imprévu qui écrit à un autre phénomène, son voisin: J'ai chez moi deux cent mille hommes de trop, venez me les massacrer, ça me fera une situation. — Et on les épargnerait! Voilà qui devient par trop bête. »

Nous sommes, pour notre part, obligés de le reconnaître et de le déclarer: après les six cent mille assassinats qui viennent d'ensanguiner la France et d'en corrompre l'air respirable, nous nous trouvons tous, à l'égard des rois, dans le cas de légitime défense prévu par le Code pénal. Ce misérable Prim, en sa qualité de « général adoré de l'armée » a imposé à l'Espagne un fils de Savoie. Il en a été puni par trois coups de poignard. Il faut nous en réjouir. Le jour où le même poignard viendra demander audience à Amédée 1^{er}, il faudra nous en réjouir davantage.

Ce mot, si euphonique et si grand: *République*, pouvant être, un jour ou l'autre, proscrit par la réaction, j'ai cru devoir en faire la base immuable de notre politique. C'est pourquoi nous avons appelé notre journal: *Le Mot d'Ordre*. Mais on en pensera ce qu'on voudra, je ne serais fait aucun scrupule de l'intituler: *LE RÉGIME*. — *Henri Rochefort*.

L'Echo Roannais de dimanche dernier, 12 février 1871, dans un article intitulé: *Les Menaces* où se trouve toute sorte de choses, a raconté à la façon de *La Liberté*, la comédie (qui a tournée à la farce) jouée à Brioude par l'honorable Guyot-Montpayroux.

Nous mettons sous les yeux des lecteurs les récents suivants.

Le public, notre juge à tous, appréciera et jugera les travestissements dont ont l'habitude de se servir pour le besoin de leur mauvaise cause, *La Liberté*, *L'Echo Roannais* et autres journaux de la même farine.

L'AFFAIRE GUYOT-MONTPAYROUX

On lit dans le *Moniteur Universel*:

M. Guyot-Montpayroux a adressé hier au ministre de la justice une dépêche annonçant qu'il était mis à Brioude en état d'arrestation. A l'ordre envoyé par M. Crémieux de relâcher immédiatement l'ex-bruyant député. M. le préfet de la Haute-Loire a donné les explications les plus satisfaisantes sur sa conduite, il a fait arrêter M. Guyot-Montpayroux comme réfractaire, et l'a fait de suite remettre en liberté comme candidat.

Les journaux réactionnaires font grand bruit de cette arrestation. M. Guyot-Montpayroux, disent-ils était muni d'une permission qui l'exempte des services militaires jusqu'au 15 février, et qui est signée de M. de Freycinet lui-même.

Nous croyons peu à cette permission: si M. Guyot-Montpayroux l'avait eue, il l'aurait montrée et n'aurait point été incarcéré.

Quant au raisonnement de la France basé sur cette prétention que M. Guyot-Montpayroux étant candidat, devait avoir la pleine liberté de ses mouvements, il tombe devant une réflexion bien simple: s'il suffisait aux réfractaires d'être candidats pour devenir aussitôt sacrés, tous poseraient leur candidature. Ce serait, croyons-nous, un abus. L'inviolabilité couvre le représentant nommé, elle ne couvre pas l'aspirant représentant.

Nous lisons dans l'*Avenir de la Haute-Loire*:

On parlait hier, en ville, de l'arrestation de M. Guyot-Montpayroux à Brioude; nous raconterons peut-être plus tard en détail les incidents de cette arrestation, aujourd'hui, nous nous bornons à résumer très à la hâte et sommairement les faits. M. Guyot-Montpayroux est très légalement inscrit sur la liste de recensement des gardes nationales mobilisées. Il n'a jamais répondu à l'appel de son nom fait chaque jour dans sa compagnie. En conséquence de l'ordre donné d'arrêter tous les réfractaires, M. Guyot a été arrêté. Sous la République, la loi est égale pour tous. Hier dimanche, à quatre heures, un télégramme de M. le sous-préfet de Brioude informait M. le préfet de cette arrestation.

M. le préfet a approuvé cette mesure; mais, en raison de la situation particulière de M. Montpayroux, candidat, et force étant restée à la loi, M. le préfet a ordonné la mise en liberté immédiate de M. Guyot. Il a agi en vrai fonctionnaire républicain en donnant l'ordre de cette arrestation et de cette mise en liberté. Mais M. Guyot avait combiné un plan, et il a refusé de sortir de prison: il savait que sa candidature n'avait aucune chance de succès, parce qu'il était arrivé à ce résultat de s'aliéner les républicains et ceux qui ne le sont pas.

Et il avait imaginé une combinaison qui devait aboutir à un conflit sinon réel, du moins apparent entre l'administration préfectorale et le gouvernement.

Une fois arrêté, il a dit que le ministre de la guerre lui avait accordé un congé jusqu'au 13 février, congé dont il n'a pu justifier, prétendant qu'il l'avait perdu. Quoi qu'il en soit de la vérité de cette allégation, il est évident que le garde national mobilisé Guyot devait se rendre à l'appel dans sa compagnie, et justifier de ses droits à ne pas participer aux exercices; il s'en est bien gardé, il voulait provoquer un scandale, il voulait atténuer l'échec de plus en plus certain de sa candidature, en disant que cet échec avait été causé par son emprisonnement; il voulait, avons-nous dit, susciter un conflit.

En effet, M. Jules Simon, mal informé des faits parce qu'il ne les connaissait que par M. Guyot, a envoyé un télégramme ordonnant sa mise en liberté.

Malheureusement pour M. Guyot, c'est lui-même qui a été pris dans le piège qu'il avait dressé contre M. le préfet de la Haute-Loire dont le télégramme ordonnant sa mise en liberté est arrivé avant celui de M. Simon.

M. Guyot qui tenait absolument à poser en martyr, en prisonnier, en candidat entravé dans l'exercice de son droit par l'arbitraire préfectoral. M. Guyot a refusé de sortir de prison, protestant ainsi, disait-il, contre l'odieuse tentative commise sur sa personne. M. le préfet a télégraphié immédiatement au sous-préfet de Brioude de faire déposer le martyr hors de la prison de gré ou de force. Comment M. Guyot s'y prendra-t-il pour protester contre le nouvel acte qu'il qualifiera sans doute encore d'arbitraire?

Nous n'en savons rien et peu nous importe; mais ce que nous devons constater c'est qu'il est pris dans ses propres filets, c'est que lui, ancien législateur, qui avait donné le détestable exemple d'insoumission à la loi, lui, qui après avoir voté la guerre a voulu se soustraire à ses charges, a pu cependant exercer ses droits de citoyen dans toute leur plénitude, quoiqu'il ait manqué à ses devoirs.

M. Guyot qui appelle ses adversaires des salimbanques est auteur et acteur dans cette nouvelle et misérable petite comédie qui sera sifflée. Le dévouement est raté et le candidat qui n'est pas arrivé à poser en martyr a trouvé le moyen de rendre l'insuccès de sa candidature plus certain que jamais.

Un homme qui s'est abaissé à de pareils moyens sera assurément repoussé par les honnêtes gens de tous les partis.

Dernières nouvelles. — M. Guyot s'est décidé à prendre la clef des champs. Il est au bout de son rouleau et il répand, nous télégraphie-t-on de Brioude, le bruit que M. Henri Lefort est révoqué. M. Guyot sait que c'est faux: la vérité est que c'est lui, M. Guyot, qui est révoqué par les électeurs qu'il a trompés jadis, mais qui savent maintenant à qui ils ont à faire.

AUX ELECTEURS

Le gouvernement provisoire n'avait pas le droit de traiter.

Il était le gouvernement de la défense nationale et non la Commission de la capitulation de Paris.

Il avait été acclamé le 4 septembre pour combattre et non pour se rendre.

Il avait été réélu le 3 novembre, pour nous défendre et non pour nous livrer.

En signant la convention, il n'était donc pas muni de pouvoirs réguliers comme il le dit. Il a donc ainsi violé son mandat.

Nécessité fait droit... soit; mais du moment que la reddition lui semblait nécessaire, son devoir était de rendre non Paris, mais ses pouvoirs; de consulter le peuple et de lui dire: Nô d'un plébiscite pour vous défendre; je ne le puis plus, et je vous conseille de vous rendre si vous pensez autrement, voici notre démission; acceptez-la, remplacez-nous! Sinon, continuez-nous, ou plutôt renouvelez-nous nos pouvoirs pour traiter de notre mieux.

C'était là le devoir. Le reste, usurpation et trahison. Nous devons donc non réclamer, mais protester et réserver le droit contre le fait accompli. La reddition n'oblige personne que les signataires.

Le peuple ne l'a ni ordonnée, ni signée, ni même ratifiée. Et le peuple est le souverain. Le souverain n'est certainement pas M. Trochu ni M. Favre, ni aucun autre membre, ni tous les membres ensemble du gouvernement provisoire.

Or, dans tout traité de paix et de guerre, en république comme en monarchie, les ministres proposent et le souverain dispose. Les ministres négocient et le souverain ratifie. Ici point. Tout le contraire. Ceux là mêmes qui n'avaient pas le droit de négocier, on pris le droit de ratifier; et le souverain, pendant ce temps-là, est livré pieds et poings liés, ayant le droit de se taire, baillonné, muselé, arrêté, emprisonné en la personne de ses meilleurs représentants, et lui-même enfermé et affamé dans Paris comme devant.

La reddition est donc de droit nulle et non avenue. Au peuple d'en tenir compte ou non, selon sa volonté.

La responsabilité est aux signataires seuls, la honte de même à eux seuls, à ces délégués aussi infidèles qu'incapables, qui ont usurpé le pouvoir de se déshonorer avec eux, s'il nous plaît.

M. Bismarck, qui s'y connaît, et qui est si à cheval sur le droit souverain, sait comme nous qu'il n'y a pas la plus de convention que de gouvernement. Aussi s'est-il empressé de prendre les forts des mains de ses compères en attendant mieux de l'assemblée nationale!

Electeurs, aux voix! Peuple souverain, si donc tu veux ratifier la convention du Provisoire, point de protestations vaines! Point de républicains à l'Assemblée! Ne déshonore pas la République.

Si tu veux que cinq cent mille français se rendent à deux cent mille Prussiens; que vingt cinq départements, un quart de la France vote sous l'ennemi et que le reste laisse faire; que l'Alsace et la Lorraine te soient arrachées, tes flottes emmenées et tes milliards emportés; que tes soldats soient désarmés et que les généraux gardent leurs glorieuses épées; que le plan Trochu, couronne le plan Bazaine et le plan Napoléon...; si tu veux ajouter la statue de Paris à celle de Metz et de Sedan; si tu veux que les députés soient nommés, transportés, vérifiés et emparolés avec les passeports, les feuilles de route, les visa, les timbres du roi Guillaume, en attendant le roi Philippe, point de républicains à l'assemblée! point de représentants patriotes! Résigne-toi! soumet-toi, bois ta honte, mange ta boue! coupe ta barbe, apprend le prussien et regarde tes armes pour la dernière fois! bâcle cette paix borgne par une Chambre de capitulés, d'assermés à l'empire qui s'assermementent demain à la royauté.

Mais si tu veux défendre la patrie et la République, c'est autre chose. Nomme des républicains et des patriotes et donne leur un mandat impératif qui les lie, avec démissions signées d'avance, et obligation d'en appeler au peuple sur le résultat final du vote. C'est ton affaire.

Dans ce cas, point d'assermés, point de capitulés! plus de trompeurs, plus de pigeons! plus de discours, de mensonges, de serments, de parjures! plus d'avocats! plus de soldats! des hommes! des citoyens!

Dans ce cas, point d'assemblée à Bordeaux, mais à Lyon, la seconde capitale du peuple, la seconde ville populaire et révolutionnaire de France, le second Paris, capable comme le premier de sauver à son tour République et Patrie.

Dans ce cas, le mandat pur et simple en deux mots: la République est au-dessus des majorités. La République ne traite pas avec l'ennemi sur son territoire.

Dans ce cas, comme représentant de Paris un Alsacien et un Lorrain! Je demande au gouvernement, pardon! à M. Bismarck, si nos compatriotes d'Alsace et de Lorraine sont électeurs et éligibles. N'attends pas la réponse! nomme-les, même s'il le faut, l'Allemand Liebenecht en prison comme Delescluze, et l'Italien Garibaldi plus glorieux que Bazaine!

Dans ce cas, souviens-toi que cette assemblée élue en février, dans le mois républicain, dans le mois de cette troisième révolution qui proclama la République universelle! Bref, souviens-toi qu'il y a juste cent ans, en 1771, à Varsovie, la diète des nobles polonais tenue sous le canon des Prussiens, des Autrichiens et des Russes vota le démembrement de la Pologne, et que vingt ans plus tard, en 92, la Convention nationale des représentants du peuple français, après avoir voté ce mot d'ordre: la République ne traite pas avec l'ennemi sur son territoire... chassa l'ennemi de la France et ne traita qu'en Allemagne.

L'Assemblée nationale peut en faire autant, mais à une condition! Pas de demi-mesures! l'un ou l'autre! Peuple, si tu veux la paix, la honte et la ruine de la France, tu es servi, continue les pouvoirs des avocats et des généraux. Le bourreau coupe les cheveux de la victime, avant de lui couper la tête. Le Prussien occupe les forts aujourd'hui, demain il occupera Paris.

Mais si tu crois à la République, si comme le

chrétien qui met sur la tombe de son Dieu, non pas ; ci-gît, mais ressuscité ! si tu as foi dans la vie du droit, dans la force de ton cœur, de ta tête et de tes bras ! oh ! alors c'est différent ! Dis et fais comme tes pères : de l'audace ! Périsse nos mémoires ! Périsse Paris même ! la France le rebâtira. Oui, de l'audace comme les Français de 92 ! de l'audace comme les cosaques de Moscou, comme l'Indien Juarez.

Ni une pierre ni un pouce ! Une paix honteuse est la guerre en nourrice. Appelle les républicains et dis aux autres : allez, maudits ! rejoignez les damnés de l'histoire, les traités et les lâches, les Marmont et les Fourhé, tous ceux qui ont livré leur patrie à l'ennemi, voués pour jamais à l'enfer de leur conscience et à la justice éternelle du genre humain.

Peuple, si tu veux cela, tu le peux, sans scrupule sinon sans sacrifice, sans reproche sinon sans péril, tu le peux, car ce traité fait sans toi et contre toi, est faux ; et celui qui, sans droit, l'a signé de sa main, est un faussaire ! (Le vengeur)

FÉLIX PYAT.

Quel est le traître

Nous lisons dans le Siècle : Nous avons annoncé qu'une sortie avait été décidée pour le 7 janvier, puis contremandée. A quelque temps de là nous avons publié une note du général Trochu protestant contre les calomnies qui pourraient atteindre l'un de ses collaborateurs. Tous ces faits sont restés plus ou moins obscurs pour la province.

Voici quelques renseignements plus précis que nous trouvons dans un des derniers numéros du Siècle, de Paris :

Tout le monde, dit-il, sait maintenant qu'une note avait été décidée ces jours derniers en conseil secret.

« Elle a dû être décommandée », dit l'Opinion nationale, parce que l'on s'est aperçu, dès le lendemain, que les Prussiens faisaient des préparatifs de défense sur les points menacés et sur les chemins par où il avait été décidé que nos troupes mêmes agiraient.

« Or, il n'y avait que quatre généraux dans le secret. On demande à connaître celui qui a communiqué le plan. »

Ces quatre généraux, on sait leurs noms : M. le général Trochu ; M. le général Ducrot ; M. le général Vinoy ; M. le général Schmitz.

Le traître, si traître, il y a, est évidemment un de ces quatre.

Pourquoi justice n'est elle pas faite ? Comment M. le général Trochu, dont la loyauté et l'extrême bonté, hélas ! ne sont contestés par personne, peut-il tolérer un seul instant cette situation ?

Chronique locale

Monsieur le rédacteur du Courrier de Roanne,

Le Conseil municipal à la suite d'une promesse formelle faite à ses électeurs et fidèle à ses convictions comme à sa parole, avait décidé que les congréganistes seraient remplacés par des instituteurs laïques.

Le Préfet avait approuvé la délibération et nommé des instituteurs laïques. Chargé d'exécuter cette décision, j'ai cru devoir m'abstenir devant un conflit qui s'est élevé légalement à la dernière heure.

Mis ainsi dans l'impossibilité de prendre une mesure que je considère comme profondément démocratique, je n'ai pas hésité à donner ma démission des fonctions de sous-Préfet.

Agréez l'assurance de mes dévoués sentiments.

H. AUDIFFRED.

Monsieur le Rédacteur,

Obligez-moi, je vous prie, en insérant dans votre estimable journal, la réponse suivante, faite à un confrère de ma connaissance.

ZÉPHIR, Cheval d'Éclaireur à la Sous-Préfecture.

Dimanche dernier, il nous a été mis au râteau comme supplément de ration, le Journal de Roanne ; quelle fut notre surprise, lorsque nous nous vîmes gouaillés et salés par un frère carcan.

Pauvres bêtes, dis-tu ! En sommes, nous te connaissons bien, cher Ami !

De quelle race es-tu ? Tes pères et mères, voyons, ta carte de saillie ? tu n'en as point, rosse de rencontre !

Ton âge ? Tu ne marques plus, il y a longtemps.

Ta robe ? Elle est noire ; mais sale, ecchymosée, ta crinière flétrie, ta queue rongée.

Ton allure ? celle d'un cheval de bague, flinchant de la jambe montoire.

Et c'est toi qui blague notre pauvre existence ? Parce que tu es avoiné plus que nous, parce que tu liches du sucre dans la main de tes maîtres ; à propos de tes maîtres, l'on prétend que le vieux monte encore bien ; c'est alors, que suivant ton expression, tu es à la hauteur de ta mission.

Quand au service que nous faisons, est-ce que tu peux nous être comparé ? poussif ! Est-ce que tu peux tenir une route, ayant comme tu l'as, le fourreau engorgé ?

Ecoute frère, crois-moi, garde tes insultes pour d'autres ; nous ne sommes point jaloux de tes harnais, traîne en soufflant l'équipage doré de tes Maîtres, mais laisse-nous manger en paix notre maigre pitance.

Sinon ! ZÉPHIR.

Monsieur le Rédacteur du Journal de Roanne,

Dans votre dernier numéro, suivant vous, les Éclaireurs à cheval de la ville de Roanne, en services ces jours derniers, n'auraient été

que les distributeurs dévoués des bulletins de la Sous-Préfecture.

Vous en avez menti ! Mon affirmation, bien que grave et sensible à tout homme d'honneur, n'aura, je le crains, que le piètre succès d'amener sur vos lèvres un lâche sourire ; car me direz-vous : Mentir au Journal de Roanne, c'est le faible obligé du journaliste et le fort trop connu de ses collaborateurs.

Soit, mais encore faut-il qu'on le sache ?

En dehors de vos insinuations, que je conteste, permettez-moi, Monsieur le rédacteur, de vous féliciter sur la tournure ironique de votre article ; vous l'avez émaillé d'un peu de foin municipal, personne mieux que vous, ne pouvait apprécier ce végétal argument ; aussi pour vous être agréable, suis-je tout disposé à priver un peu, de ce foin, nos pauvres bêtes, pour en régaler, vous pauvres gens.

Le lieutenant des Éclaireurs, Ludovic CHASSIGNOLLE.

Saint-Bonnet, 10 février 1871. Nos réactionnaires.

Ils sont ici une demi douzaine, grands propriétaires, grands capitalistes, grands banquiers, prétendant avoir le monopole de l'honnêteté et du patriotisme et n'ayant en réalité qu'un but : étouffer la République.

Ils ont pour général M. Bouchetal-Laroche lexicologue de M. Déchâtelus l'ex député bonapartiste ; connu de tout le département par son incapacité et son servilisme. L'empire n'a jamais eu de sujet à l'échine plus souple.

M. Bouchetal a contribué par sa conduite et par ses votes à placer la France dans la situation déplorable où elle se trouve en ce moment.

Vous croyez peut être qu'il en a conscience, qu'il en a du regret, qu'il est devenu modeste ? Il n'en est rien.

Ce pauvre homme se croit encore le premier politique du département ; c'est lui qui conseille, c'est lui qui dirige la masse électorale de ce canton, et il faut constater avec tristesse qu'elle lui obéit aveuglément.

Et ce qu'il y a de plus surprenant, c'est qu'à l'élection du 8 février, M. Bouchetal recommandait aux électeurs un homme qui, pendant douze ans, a été son concurrent, son adversaire politique et qui, à cette époque, avait tous les défauts possibles et imaginables.

Alors, M. de Meaux (car c'est lui) était un réactionnaire, un cléricain, un ultramontain, tandis que M. Bouchetal était un libéral bonapartiste et un catholique gallican. Singulier libéral, en effet, l'homme qui s'est associé à toutes les mesures réactionnaires du second empire qui a voté la loi de sûreté générale, etc.

Eh bien ! M. Bouchetal-Laroche, le libéral bonapartiste, recommande aujourd'hui aux électeurs M. de Meaux, son adversaire politique d'hier. C'est M. de Meaux, le catholique ultramontain, qui est chargé de réparer les fautes, les bêtises de M. Bouchetal, le catholique gallican. Nous l'attendons à l'œuvre.

Un autre candidat recommandé par M. Bouchetal, c'est M. Thiers, celui qu'au mois de juillet dernier il qualifiait de mauvais compatriote, de mauvais français, parce que M. Thiers, plus clairvoyant que les députés bonapartistes, s'était opposé à la guerre.

On voit par là que M. Bouchetal sait changer d'opinions fort à propos et que ses ennemis de la veille deviennent, selon les circonstances, les amis du lendemain.

Voilà les directeurs du suffrage universel. Pauvre peuple ! Que faudra-t-il pour que tu ouvres enfin les yeux et que tu saches distinguer ceux qui te veulent du bien de ceux qui te trompent et te trahissent !

Nos électeurs ont été menés au scrutin comme des moutons.

Ils sont arrivés au chef-lieu par bandes ayant à leur tête les maires bonapartistes que la République a eu la faiblesse de maintenir.

On a surtout remarqué la commune d'Apinae, conduite par le sieur Chouvelon, maire, dont on a admiré la tenue martiale et l'air tant soit peu maugnon.

Les paysans ont été effrayés ; nos réactionnaires leur ont dit que les républicains voulaient la guerre à outrance ; qu'il y avait tout à craindre de la République rouge.

Le résultat obtenu était prévu d'avance : la liste monarchique a passé dans la proportion d'environ 3. contre 1.

UN ABONNÉ.

Canton de Feurs, le 12 février 1871.

Monsieur le rédacteur,

J'ai eu l'occasion de voir par hasard votre journal du 10 courant, car mes moyens ne me permettent pas de recevoir un journal, où vous avouez que la démocratie avait été vaincue dans le département de la Loire. A cela il n'y a rien de surprenant, en voyant comme les choses se passent. Dans nos campagnes, et je parle de visu, comme vous le dites très bien, les curés, dans leurs prêches, ont engagé vivement les électeurs à aller voter, qu'il s'agissait de la paix ou de la guerre, que s'ils votaient pour les bons ils auraient la paix, qu'au contraire, s'ils ne votaient pas ou s'ils votaient pour les rouges, comme ils appellent les démocrates ils auraient la guerre. Dans ma commune, le curé est allé jusqu'à dire que ceux qui ne seraient pas bien renseignés n'auraient qu'à aller le trouver.

Une femme qui se trouvait à la messe le jour des élections s'en est allée trouver son mari en lui disant que s'il n'allait pas voter il commettrait un sacrilège, que le curé avait dit que c'était un devoir sacré. Où en sommes-nous ! Aurons nous toujours une religion politique.

Dans mon canton, outre les prêtres des curés, le commandant de la garde nationale sédentaire a eu la bonne idée de convoquer toutes les communes de sa circonscription, à Feurs, le jour des élections, sous prétexte de leur passer une revue, et là on leur a fait la leçon et distribué des bulletins, et des bons. Ces pauvres agneaux sont allés les porter à l'urne sans

avoir conscience de leur vote. Il en sera ainsi, monsieur, tant qu'on n'aura pas fait pénétrer dans nos campagnes une instruction vraiment nationale, et j'ose dire une instruction obligatoire. Il faut qu'on apprenne aux campagnards ce que c'est qu'une élection, qu'un député, quels sont les mandats qu'ils ont à remplir ; il faudrait qu'ils sachent ce que c'est qu'une monarchie ou une république. Le mot république, pour eux, est le synonyme de désordre, pillage ; qu'on leur enseigne, dans les écoles, l'histoire philosophique des nations, au moins depuis 1789 ; ils apprendraient au moins à quoi s'en tenir au sujet des rois, des hobereaux et de leur valetaille, les prêtres, car ces derniers ne sont que leurs très humbles serviteurs. Si les premiers font cause commune avec ces derniers, ce n'est que pour marcher-pieds, ce n'est que pour se servir de l'ascendant que ceux-ci exercent sur le peuple, pour arriver à leurs fins.

Aujourd'hui, notre curé a adressé des remerciements aux bons électeurs. Grâce à Dieu, les bonnes listes ont passé dans le département de la Loire ; il espère qu'il en est ainsi dans le plus grand nombre. Ainsi, pauvres ignorants, c'est vous qui allez être les sauveurs de la patrie ; grâce à vous, la Prusse sera moins exigeante, les puissances neutres nous prêteront leur appui, et la paix se conclura pour notre plus grand honneur. Voilà les conclusions que j'en ai tirées.

Je livre ces faits à votre appréciation pour en faire tel usage que vous voudrez. Un campagnard républicain.

Feurs, le 10 février.

Monsieur le Rédacteur,

Le Mémorial raconte que dans la caserne de Montbrison une illégalité s'est produite à propos des votes ; la même chose s'est produite à Feurs, avec cette différence que la liste patronnée était celle des trois comités réunis.

D'abord, pour éviter les abstentions, la garde nationale des communes a été convoquée à une revue au château du Palais. Les gardes nationaux des différentes communes, conduits par leurs maires et par leurs officiers, sont arrivés tambour en tête et ont été au scrutin avec les billets que leur avait remis leur chef. J'ai vu des officiers prendre des mains de leurs soldats les bulletins de l'Alliance républicaine, les déchirer et les remplacer par ceux des comités réunis.

Il y a mieux, les gardes nationaux de la commune de Saint-Cyr, arrivés sur la place de Feurs, se sont rangés en bataille, et là ils ont reçu des mains de leur garde champêtre, la carte d'électeur renfermant les bulletins des comités réunis. Rien n'a manqué pour leur jeter de la poudre aux yeux, pas même les conseils de leur adjoint.

Il n'est pas jusqu'aux curés qui ne se soient mis de la partie. Un paysan a qui on offrait un bulletin de l'Alliance républicaine a dans son patois fait cette réponse que je vous traduis en français : « Notre monsieur le curé nous a dit de ne pas prendre les bulletins que l'on nous a offert à Feurs, parce que nous aurions la guerre civile. »

Il faut aussi que vous sachiez que les gardes nationaux de Saint-Barthélemy-Lezra ont fait leur entrée en ville à l'ombre du drapeau blanc qui, m'a-t-on dit, leur avait été remis par un certain M. de..., noble et aristocrate du plus haut goût. Quand l'ordre d'arrêter le drapeau a été donné aux pompiers de planton à l'hôtel de ville, il était trop tard il avait eu le temps de s'éclipser.

Si, dans le canton de Feurs, le vote s'était opéré librement sans propagande d'aucune sorte, propagande qui, au reste, a été faite par ceux qui ont fait dire ou aux habitants des campagnes ; je crois pouvoir vous affirmer qu'ici la liste de l'Alliance républicaine l'eût emporté.

Le paysan se laissera-t-il donc toujours conduire par le riche, quand donc ouvrira-t-il les yeux ? s'apercevra-t-il de la supercherie de ceux qui veulent le tenir dans l'esclavage en anéantissant l'œuvre de la Révolution de 89.

Un abonné.

On nous prie d'insérer une lettre qui nous est adressée de Villefontaines. Nous en donnons l'extrait suivant qui n'a pas besoin de commentaires.

Jeudi 9 courant à Villefontaines le curé a dit en chaire à ses paroissiens : Vous plaignez ces jeunes gens qui couchent sur la neige, gèlent de froid et meurent de faim, quand à moi je vous dirai que c'est bien fait, parfaitement bien fait je ne les plains pas, car chaque fois que je montais en chaire, ils sortaient de l'église pour aller au cabaret chanter de mauvaises chansons. Eh bien cette jeunesse devenait abrutie, il lui fallait une correction. Paroissiens vous plaignez ces jeunes gens, je répète que c'est bien fait.

Une autre fois le curé Massacrie disait à ses paroissiens : Vous avez cherché la guerre et vous l'avez trouvée. Pour le bon ordre il faudrait une nouvelle génération...

AVIS

Le Maire de la ville de Roanne porte à la connaissance des habitants, qu'une dame née Honorine Leroi, âgée de 72 ans, veuve en première noce, d'un M. Bonnard fabricant de ruban à Saint-Etienne, et remariée à M. Almus, de Nîmes (Gard), est décédée en Afrique, laissant une succession assez considérable. Cette dame avant de mourir, aurait dit avoir une sœur malheureuse habitant Roanne.

Les parties intéressées pourront passer à la mairie pour plus amples renseignements.

Le maire, PEILLON. PIZET, adjoints.

FAITS DIVERS

Ce que font dix milliards en or.

On sait que parmi les conditions de paix que la Prusse prétend nous imposer et que nos députés paci-

ifiques accepteront probablement, se trouve une indemnité de dix milliards. Or, à ce sujet, nous trouvons dans le Patriote d'Angers, les curieux calculs ci-dessous ?

La Prusse demande 10 milliards !!! Savez-Vous ce que représente cette somme ? C'est un morceau d'or qui pèse trois millions deux cent cinquante kilogrammes...

Avec dix milliards en pièces de 20 fr., on pourrait couvrir une immense surface carrée dont chaque côté serait de deux mille cent kilomètres, autrement cinq cent vingt cinq lieues.

Ces pièces de 20 francs, mises à la suite les unes des autres, donnent une longueur de dix mille cinq cent kilomètres ou deux mille six cent vingt cinq lieues.

Placées les unes sur les autres, ces mêmes pièces forment une colonne de septs cent mille mètres ou cent soixante quinze lieues.

Enfin, pour transporter cet or, il faudrait trois mille deux cent cinquante charrettes et autant de chevaux, en admettant que chaque cheval eût à trainer mille kilogrammes.

Gustave Lambert est mort.

On sait avec quelle énergie persistance le capitaine Lambert était enfin parvenu, après des années de propagande et de lutte, à organiser un voyage de découvertes au pôle nord.

C'était une héroïque entreprise, dont la France aurait eu l'honneur, et dont le monde entier aurait eu le bénéfice.

Deux hommes ont déshérité l'humanité de cette grande œuvre : l'empereur, qui a commencé la guerre, et l'empereur qui l'a continuée.

Gustave Lambert, resté pour défendre Paris, s'est engagé, comme simple volontaire, dans un bataillon de marche. Il a été blessé à Buzenval. On l'avait transporté à l'ambulance du Grand-Hôtel. Il y est mort au sortir d'un bain.

Plusieurs feuilles de Paris demandent qu'un immense mausolée soit construit sur une des plus belles places de Paris, pour transmettre aux générations futures les noms de ceux qui ont succombé dans la lutte gigantesque qui dure depuis cinq mois.

la Liberté, de Paris, annonce que M. Dorian, ministre du commerce, dénonce provisoirement le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre.

Triste et singulier rapprochement ! La guerre commence le 28 juillet, Strasbourg capitale le 28 septembre, Metz le 28 octobre, Paris le 28 janvier !...

On lit dans le Temps :

Il paraît qu'au cours de la guerre actuelle, M. Emile Ollivier aurait adressé au roi de Prusse une lettre dont voici à peu près le sens et les termes :

Sire, J'ai pris une grande part à la guerre actuelle et je ne saurais m'en repentir, car elle est née d'une injure, involontaire sans doute, que vous avez faite à l'empereur des Français. Je crois en Dieu, et — Dieu ayant protégé la France, — la France triomphera. Emile OLLIVIER.

M. Emile Ollivier a reçu la lettre suivante :

Monsieur, Le roi n'a pas reçu la lettre que vous lui avez adressée ; mais je crois pouvoir vous répondre que, puine vous croyez en Dieu, il ne suffira pas de toute la vie qu'il vous reste à vivre pour vous agenouiller devant lui et lui demander pardon du mal que vous avez fait à votre pays. BISMARCK.

On nous adresse la lettre suivante :

Monsieur, Puisque les Allemands demandent une colonie, pour quoi ne pas leur offrir la Corse qui a coûté tant d'or et de sang à la France ? Ce pays ne produit que des mères, de la polenta, des Napoléons, la vendetta... et des sbires, des agents de police répandus sur toute la surface de la France et d'autant plus redoutables qu'ils sont dans toutes les professions. Gare la clique bonapartiste, les conspirateurs sont à la besogne, VOIRE SERVITEUR, POPULAIRE.

Nous trouvons dans une correspondance ces détails sur le drapeau du 61^e régiment d'infanterie prussienne, qui a été pris dans un des combats de Dijon :

C'est un drapeau tout flamant neuf, du genre allemand et du dernier modèle. Il est noir et blanc, couleurs de deuil et de la Prusse ; au milieu, l'aigle bicéphale aux larges ailes déployées. Au dessus des deux têtes de l'oiseau de proie s'élève la couronne impériale de l'Allemagne confédérée. L'Allemagne devient la Prusse et le roi Guillaume passe empereur. Empire des empires, vanité, des vanités, il fallait un hochet nouveau à ce viel enfant qui ne se contente déjà plus des jeux de mars, des jupes de Berlin et de l'affection d'Augusta !

Chez M. A. Dumas fils, à Puy, on parlait des événements actuels.

Il paraît, dit quelqu'un, que le nouvel empereur d'Allemagne vient de nommer M. de Bismark prince.

Prince de quoi ? demanda-t-on.

Parbleu, répliqua Dumas fils : Prince du Sang.

Les fenêtres du Louvre, qu'on n'a pas encore débarrassées de leurs sacs de terre étayés, qui devaient préserver le monument, offrent en ce moment un aspect des plus curieux.

Tous ces sacs de terre, avec ceux qui remplissaient les interstices, se sont remplis de végétations. Le tout ne forme plus qu'un magnifique rideau vert de gazon.

MERCURIALE

Table with 3 columns: Item, Lavalisse, Roanne. Rows include Froment, Seigle, Orge, Avoine, Haricots, Farine, Pain blanc, Pain bis, Pain de ménage, Foin, Paille, Œufs, Beurre.

Bureaux place de l'Hôtel-de-Ville

A ROANNE

LE

PETIT JOURNAL

DE LA FRANCE CENTRALE

Quotidien, politique, le plus grand, le mieux informé de tous les petits journaux

SERVICE SPECIAL DE DEPECHE TELEGRAPHIQUES

DE PARIS, TOURS, LONDRES, BALE ET BERLIN

ABONNEMENTS

Table with 2 columns: Duration (Trois mois, Six mois, Un an) and Price (6 fr., 11 fr., 20 fr.)

ANNONCES

Table with 2 columns: Type of ad (Une seule insertion, Répétées, Annuelles) and Price (1 fr. 00, 0 fr. 50, 0 fr. 25)

5 CENTIMES LE NUMÉRO 5

RETRAIT DE CAUTIONNEMENT.

2e Avis
M. François-Paul SIMAN, ayant cessé ses fonctions de notaire à la résidence de Néronde, est dans l'intention de retirer du trésor le cautionnement qu'il avait fourni en cette qualité.

AVIS

Les trois frères CREUSILLE fils aîné, entrepreneurs plâtriers-peintres à Roanne, partis comme mobilisés de la 5e légion de la Loire, informent que, pendant leur absence, M. Creusille père agira en leurs lieu et place pour tous travaux à continuer ou à entreprendre.

Roanne, le 31 janvier 1871.
Signé : CREUSILLE frères.

A louer de suite

UN Grand Jardin potager
Pourvu d'eau en abondance, parfaitement distribué et situé à proximité de Roanne.
On traiterait à des conditions très-avantageuses pour le preneur.
S'adresser, pour renseignements, aux bureaux du journal, place de l'Hôtel-de-Ville et rue Bel-Air, 12.

GOUDRON EN LIQUEUR

de DESHAYES, pharmacien à VENDOME
QUALITÉ SUPÉRIEURE. — RÉDUCTION DE PRIX.
Le flacon, 1 fr. 60; le 1/2 flacon, 1 fr.
MAUX DE DENTS
Guérison instantanée et plombage par le Baume sédatif Chantard.
Prix : 1 fr. 50.
Dépôt à Roanne, chez M. GARNIER, pharmacien. 789

MUSCULINE-GUICHON POTIONS ALCOOLIQUES
Hygiène et Revivification de l'Estomac et du Sang (1/2)
La Musculine-Guichon, dans des décalitres tri-sulfurés, dans la pharmacie, à Paris, 87, rue de Valenciennes, 87.
Les Potions à alcooliques, combinées avec la Musculine, combattent le traitement le plus efficace de la Phthise et de la Consumption. — La Pharmacie, 87, rue de Valenciennes, 87.
S'adresser au procureur du Ministère.
Dépôt chez GARNIER, ph., rue du Cousté, 31.

FONDERIE DE CUIVRE

Maison Perrin fils aîné
Place du Marché, à Roanne
 Successeur, Louis DEVILLIÉ,
 Contre-maître intéressé, BARRET,
 Ont l'avantage de prévenir les clients qu'ils feront tous leurs efforts pour rendre les commandes dans le plus bref délai.
 SPÉCIALITÉ DE FONTAINES ET ROBINETS ET CORPS DE POMPE 88

PLUS DE HERNIES
Guérison radicale des Hernies et Descendentes
Méthode de feu Simon. (Notice envoyée franco à ceux qui la demandent.)
Écriture franco à M. M. Grimal-Simon, bandagiste-herniaire, aux Herbières (Vendée), genre et succès, seul et unique élève de feu Simon, ou à la Pharmacie Briaud, aux Herbières (Vendée).

A VENDRE
Avoines, Foins et Pailles
S'adresser à M. GRIVOLAT
Magasin Limousin, à Roanne. 861

A LOUER DE SUITE

Place Bourg-Neuf, rapproché du centre de la ville et de la gare, BELLE VUE

JOLI APPARTEMENT BOURGEOIS

composé de sept grandes pièces fraîchement restaurées, avec cave, grenier, remise pouvant servir d'écurie et fenil.
S'adresser à MM. DÉFORGE frères, place Bourg-Neuf, au 2me; s'adresser aux mêmes pour d'autres appartements à louer de suite. 47

Pour tout ce qui doit être signé, Le gérant, V. CARTAY

Roanne, imprimerie Marion et Vignal.

ELIXIR DU COIRON

3 MÉDAILLES DE 1re CLASSE

Premier apéritif et digestif de table
COMPAREZ ET JUGEZ

Mélangé à l'eau, l'Elixir du Coiron est plus apéritif que l'absinthe et remplace les effets pernicieux de celle-ci par des propriétés bienfaisantes.
Pris après les repas, il est plus tonique que la chartreuse; il stimule et dégage l'estomac et dissipe instantanément les aigreurs.
A ces effets bienfaisants, constatés par 4 jurys successifs, l'Elixir du Coiron joint un goût délicieux et une composition rigoureusement invariable.
36 fr. les 12 litres pris en fabrique 60 fr. rendus franco de tous frais à domicile. Chaque bouteille porte le cachet et la signature de M. Deleuze fils aîné le seul fabricant à Villeneuve de Berg (Ardèche) Se vend au détail, chez M. MARVALLIN, liquoriste, rue Impériale, 78, à Roanne. 592

EAU MINÉRALE NATURELLE DE SAINT-ALBAN
TRAITEMENT PAR LE GAZ ACIDE CARBONIQUE
BAINS DE VAPEUR
HYDROTHERAPIE COMPLÈTE
DOUCHES, PISCINES
BUVETTE, BAINS
BICARBONATÉ SODIQUE, FERRUGINEUSE, CARBONIQUE FORTÉ
TONIQUE, APÉRITIF, DIURÉTIQUE, DIGESTIVE
ESSENTIELLEMENT RECONSTITUANTE

YFUX ANTI-OPHTALMIQUE
DÉPOSÉ de la V. F. Pharmacie, de Saint-André de Bordeaux, seul remède contre les Maladies des yeux et des paupières, autorisé par décret impérial.
Exiger: Potence, papier blanc, cachet et liens rouges, init. V. F., signat.
Dépôts: à Roanne, chez Paul GARBAT, ph.; à Saint-Etienne, ARNAULT, ph., et CHARPIN jeune et Cie, drog.; à Montbrison, l'hopital civil; au Puy, ALIBERT; Brioude, PÉRISSAS, pharmacien.

LES CHOCOLAT-MENIER
IL EST INDISPENSABLE D'EXIGER LES MARQUES DE FABRIQUE avec le véritable nom 12-1 607